



Un encart de 32 pages
**Six années
qui ont changé
l'Ille-et-Vilaine.**
Pour un département dynamique,
et des territoires solidaires,
est inséré entre les pages 4 et 5

Unis pour une Bretagne



sommaire

Vie fédérale :

Le forum du 30 janvier - Jospin à Rennes page 2

Sous les projecteurs - **Edito :** page 3

Dossier : Unis pour une Bretagne solidaire,
créative et responsable : pp 4et 5

MJS - Vous serez à la retraite
quand vous serez entre quatre planches ! page 6

Trois questions à Jean-Louis Tourenne page 6

Entretien avec Sylvie Robert page 7

Culture - Réforme des collectivités
et menaces sur la culture page 8

solidaire,

créative et responsable

PROJET RÉGIONAL

FORUM DU 30 JANVIER



30 janvier : salle comble à la Cité

Grand rassemblement de la liste «**La Bretagne solidaire, créative et responsable avec Jean-Yves Le Drian**», à Rennes le 30 janvier 2010, devant plus de 500 personnes.

Daniel Delaveau, maire de Rennes et Président de Rennes Métropole, dans son intervention de bienvenue, a souhaité un rassemblement le plus large possible autour de l'équipe sortante qui a participé au dynamisme de la région Bretagne. Il a aussi souligné la fierté de Rennes Métropole, capitale de cette région dynamique.

Jean-Louis Tourenne, Président du Conseil général a souhaité la bienvenue aux participants dans le 3^e département du Bien-Vivre (dernier classement de *l'Express*) et voulu que la victoire soit ample et large pour que le message soit clair aux dirigeants qui remettent en cause nos libertés et nos acquis.

La parole a ensuite été donnée aux trois ateliers.

Dans le premier atelier «une Bretagne solidaire,» animé par Sylvie Robert, tête de liste d'Ille-et-Vilaine, trois thèmes ont été abordés, la mobilité et l'accessibilité,

les dispositifs en faveur des jeunes et la formation professionnelle.

Dans le second atelier «une Bretagne créative», animé par Odette Herviaux, sénatrice, l'accent a été mis sur la créativité en Bretagne : dans les entreprises, dans les collectivités et la créativité culturelle. Créativité qui se trouve à l'origine de l'innovation.

Et enfin dans le troisième atelier «une Bretagne responsable», animé par Thierry Burlot, tête de liste des Côtes-d'Armor, l'objectif recherché est de faire de la Bretagne une région éco-pionnière, tant au niveau de l'aménagement qu'au niveau des déplacements, des échanges voire de l'épargne.

L'après-midi, nos partenaires, Marie-Pierre Rouger pour Bretagne-Ecologie et Gérard Lahellec pour le PCF, ont expliqué les raisons de leur choix. Puis Jean-Yves Le Drian a rappelé ce qui soude la liste et présenté les personnalités qualifiées avant d'insister sur les priorités du mandat à venir. (Voir la tribune de Jean-Yves Le Drian en page 3, l'entretien avec nos partenaires et Sylvie Robert en p. 4 à 6).

Mohamed Boumahdi
2

UN CONSEIL FÉDÉRAL EXCEPTIONNEL ACCUEILLE LIONEL JOSPIN.



Le jeudi 4 février dernier, Lionel Jospin était de passage à Rennes pour présenter son livre *Lionel raconte Jospin*. L'ancien Premier ministre et ancien Premier Secrétaire du PS a accepté l'invitation de Frédéric Bourcier et est venu rencontrer les membres du Conseil Fédéral et les parlementaires qui avaient répondu à l'appel, ainsi que Jean-Yves Le Drian.

Pendant plus d'une heure trente, Lionel Jospin a répondu aux questions des militants sur son action passée et sa vision de l'avenir. Il a notamment pointé sévèrement la politique gouvernementale injuste et le style du Président de la République, «centralisateur et autoritaire». Il a exprimé sa «confiance dans le travail actuellement entrepris par le Parti» avant de recommander, en 2012, une campagne «axée sur nos propositions pour les Français».

Le Conseil Fédéral s'est achevé par une séance de dédicaces très sympathique.



Sous les projecteurs



LE PROJET POUR LA BRETAGNE SOLIDAIRE, CRÉATIVE ET RESPONSABLE

AVEC

JEAN-YVES LE DRIAN

Ce projet, c'est le fruit de toutes les rencontres tenues partout en Bretagne depuis 6 ans et récemment lors des forums participatifs. Il a été construit en Bretagne avec les Bretonnes et les Bretons. Jean-Yves Le Drian le présente ici.

Madame, Monsieur,

Depuis 2004, vous nous avez confié la responsabilité de faire de la Bretagne une région plus attractive, mieux identifiée, plus dynamique et plus forte. Nous pensons avoir respecté notre Contrat en remettant la Bretagne en mouvement. Avec une équipe renouvelée, avec la Gauche rassemblée, avec Bretagne Ecologie, nous voulons poursuivre cette ambition d'une Bretagne fière et confiante en elle-même.

ENSEMBLE, NOUS VOULONS :

• UNE BRETAGNE SOLIDAIRE

Qui se mobilise pour l'avenir de ses jeunes. La jeunesse de Bretagne est notre première énergie renouvelable.

Qui s'appuie sur des territoires attractifs, accessibles et équilibrés forts de leurs services publics.

Une Bretagne du «Bien vivre ensemble», qui refuse les discriminations et les inégalités sociales.

Qui est attentive à la qualité de vie de tous les Bretons, aux solidarités entre générations.

• UNE BRETAGNE CRÉATIVE

Qui compte sur la force de son identité et de sa culture pour s'affirmer et relever de nouveaux défis. Une Bretagne terre d'accueil, qui s'enrichit des autres et qui est ouverte sur le monde. Qui se bat pour une nouvelle croissance durable, porteuse de créations d'emplois qualifiés et pérennes pour tous les salariés. Qui place l'innovation et la recherche au cœur de son développement. Qui s'appuie sur le potentiel de ses femmes et de ses hommes pour forger la nouvelle économie bretonne. Qui fait de la formation pour tous et tout au long de la vie notre priorité.

• UNE BRETAGNE RESPONSABLE

Qui s'affirme éco-pionnière dans toutes ses activités. Qui agit au quotidien pour l'écologie et lutte contre le réchauffement climatique. Qui fait de la reconquête de la qualité de l'eau, patrimoine vital, un enjeu de société. Qui agit dans l'intérêt général, en toute transparence.

J'ai confiance, encore plus qu'hier, en la force de la Bretagne et dans l'engagement des Bretonnes et des Bretons.

Jean-Yves LE DRIAN

Ce projet est distribué dans toutes les boîtes aux lettres à partir du 12 février prochain. Il est consultable sur www.ledrian2010.net

Edito



Par

Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral

Politique de la ville : L'ÉCHEC DE LA DROITE.

« Pour reconstruire la citoyenneté politique et sociale dans les quartiers défavorisés, il faut trouver un meilleur équilibre entre le levier de la responsabilité individuelle et celui du pouvoir collectif des habitants ». Ainsi s'exprimait Jacques Donzelot dans une tribune parue dans *Le Monde* du 9 février 2010.

Force est de constater que les objectifs portés par les politiques menées par la droite gouvernementale depuis 2002 n'ont pas été atteints comme le souligne le rapport 2009 de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles.

Dans le domaine de l'emploi, l'objectif fixé par la loi était de «réduire d'au moins un tiers le nombre de chômeurs dans les Zus sur une période de cinq ans, et de rapprocher le taux de chômage de l'ensemble des Zus de celui de leur agglomération de référence». La crise actuelle fait croître à la fois le chômage et le différentiel du taux de chômage avec le reste du territoire national. Remarquons toutefois que là où la dépense économique est la plus intense (ex : zones franches urbaines), la baisse du chômage est réelle comme la hausse du revenu des habitants.

Dans le domaine scolaire, l'écart de réussite entre les collégiens de Zus et les autres s'accroît, passant de 9,9 points de moins en Zus en 2004 à 12,1 points en 2008. En matière de santé, d'insécurité, les résultats sont mauvais.

En matière de rénovation urbaine, la loi de 2003 actualisée en 2006 prévoit d'ici 2013 une offre nouvelle de 250 000 logements locatifs sociaux, la réhabilitation de 400 000 logements et la démolition de 250 000. Ce sera peut-être le cas. Pourtant, les effets sur l'évolution des quartiers sont décevants, on assiste davantage à une fine segmentation interne des quartiers d'habitat social qu'à une mixité espérée et promise.

Les habitants concernés demandent l'efficacité et l'efficience des actions. Or, le contre exemple des «contrats d'autonomie» pour des jeunes qui reçoivent 300 euros pendant six mois contre l'acceptation d'un coaching par une agence privée devant les conduire à une formation. Coût estimé : 30 000 euros par personne. 45 000 contrats prévus en 2009, pris sur le budget politique de la ville, 13 000 contrats passés, 1000 ont abouti à un emploi ou à une formation. De l'art de ridiculiser les politiques publiques...

Les droits sociaux ne suffisent plus pour intégrer une société. Ceux qui maîtrisent l'aptitude à profiter de la ville des flux sont portés à en restreindre le bénéfice pour leur seul usage. Pour sortir de l'isolement des quartiers, on peut étendre cet usage à la «part méritante», solution de droite, ou bien redonner à tous les habitants de ces quartiers le pouvoir collectif sur l'évolution urbaine et sociale. Ce sera l'un des défis de la gauche en 2012.

Unis pour une Bretagne créative et responsable

avec JEAN-YVES LE DRIAN

Le 30 janvier dernier, à Rennes, Jean-Yves Le Drian présentait sa liste pour une Bretagne solidaire, créative et responsable. A cette occasion, l'Unité 35 a souhaité interroger trois partenaires qui ont choisi de rejoindre le combat de Jean-Yves Le Drian et des socialistes, dès le premier tour : Eric Berroche (PCF), Marie-Pierre Rouger (Bretagne Ecologie) et Bernard Pouliquen (personnalité qualifiée issue de la société civile).

Eric et Marie-Pierre, vous avez fait partie de la première majorité de gauche à la Région. Quelle mesure emblématique retenez-vous de cette mandature ?

Eric Berroche : L'équipe conduite par Jean-Yves Le Drian a réalisé tout ce qu'elle s'était engagée à faire en 2004. Nous sommes fiers d'avoir mis en



Eric Berroche, candidat

œuvre des mesures, nombreuses et diverses, utiles à la Bretagne. Incontestablement, les élus communistes y ont apporté une active contribution dans des domaines aussi importants que les transports ferroviaires, le sport, l'égalité...

Marie-Pierre Rouger : Pour moi, la mesure la plus emblématique de ce mandat a probablement été l'éco-faure. Expression d'une forte volonté de l'équipe régionale de mettre

en pratique le développement durable par le biais de l'éco-conditionnalité des aides, qui a presque «mis le feu dans les campagnes» en 2004. Pour autant, la Région et ses élus ont déployé des trésors de pédagogie et à force de rencontres, de dialogue aux quatre coins de la Bretagne, l'éco-faure est entré dans les têtes et les pratiques. Les plus ardents pourfendeurs d'hier sont pour beaucoup aujourd'hui ses plus grands défenseurs. Reste aujourd'hui à faire de l'éco-faure un guide pratique pour toutes les aides de la Région à ses partenaires. C'est un des piliers nécessaires pour faire de la Bretagne la première région Eco-Pionnière.

Bernard Pouliquen : Je n'étais pas Conseiller régional au cours de ce dernier mandat, comme vous le savez. Sans avoir suivi au quotidien l'ensemble des actions menées, il me semble néanmoins que deux dossiers stratégiques doivent retenir l'attention. La création de l'Etablissement Public Foncier Régional est à mes yeux un acte majeur. Le récent rapport de la Fondation de l'Abbé Pierre sur la situation du logement en France valide la création de l'outil. Il est évident que dans un contexte foncier qui demeure spéculatif, compte tenu de l'attractivité de la région, l'EPFR relève tout à la fois de l'urgence sociale et de l'aménagement du territoire. Second sujet, mais c'est une évidence, le traitement du

dossier ferroviaire : le TGV certes, mais aussi l'ensemble des actions associées comme la politique tarifaire : l'accroissement du nombre de personnes transportées sur les lignes TER l'illustre.

Pourquoi avez-vous choisi, les uns et les autres, de rejoindre la liste unitaire menée par Jean-Yves Le Drian, dès le premier tour ?

Bernard Pouliquen : Je suis fier de figurer sur la liste conduite par Jean-Yves Le Drian. C'est un homme qui porte des valeurs humanistes et incarne bien les valeurs de solidarité telles que je les entends. Il est en harmonie avec notre région.

Marie-Pierre Rouger : Nous avons gouverné ensemble durant ces six dernières années et nous avons su mener à bien notre projet. Aujourd'hui, un socle est posé et c'est sur ce socle que nous pouvons construire l'avenir de la Bretagne. Et si au sein de la gauche, l'écologie est restée trop longtemps à la marge, nous savons bien que c'est la marge qui tient la page. Jean-Yves Le Drian l'a bien compris et nous avons travaillé à construire un programme d'actions ambitieux de ce point de vue. Nous avons plus que jamais le sentiment que la gauche doit se rassembler autour d'un projet alternatif dans lequel l'écologie permet d'atteindre les objectifs de solidarité que porte



Marie-Pierre Rouger, candidate

Bretagne solidaire, responsable

LES LE DRIAN

la gauche depuis toujours. Voilà le fondement de notre ralliement dès le premier tour.

Eric Berroche : Comme chacun peut le constater, le Gouvernement Fillon-Sarkozy accroît considérablement les difficultés de nos concitoyens. La nécessité de résister et de mettre en œuvre, partout où cela est possible, des mesures qui améliorent leur vie et donnent de l'espérance constitue pour toute la gauche une évidente responsabilité. Nous, communistes, avons donc sollicité l'ensemble des forces progressistes... Et nous avons déterminé notre décision à partir du bilan et de la volonté d'union sur un programme clairement ancré à gauche. Nous avons considéré que notre appréciation et nos propositions étaient largement intégrées dans le programme de la liste «pour une Bretagne solidaire, responsable et créative». Je suis donc très heureux que les communistes bretons aient fait le choix de l'union dès le premier tour.



Bernard Pouliquen, candidat

Quels sont, à vos yeux, les principaux défis que la nouvelle majorité devra relever pour la Bretagne et les Bretons ?

Marie-Pierre Rouger : Le principal défi qui est devant nous, c'est la construction d'un nouveau modèle breton qui doit s'appuyer sur la soutenabilité sociale et écologique. Ainsi, nous pourrions donner de «l'ouvrage» à tous dans des domaines d'avenir : éco-construction, énergies renouvelables, services aux personnes et à la petite enfance, agriculture... Notre rôle est de donner à rêver en prenant garde de ne pas créer de faux espoir. Être responsable, c'est aussi oser changer de cap !...

Bernard Pouliquen : Les défis sont naturellement nombreux mais au travers du lien intergénérationnel et du vivre ensemble, tout s'articule. Ainsi l'accès à l'emploi est au cœur des préoccupations. Les jeunes, premières victimes de la crise doivent faire l'objet de toute notre attention : accès à la formation, accès à la qualification, accès à l'emploi. L'urgence écologique dont parle Marie-Pierre est également résumée par un proverbe amérindien : «la terre nous est prêtée par nos enfants». Méditons cela !

Eric Berroche : Il nous faut, évidemment, comme le dit Bernard, nous mobiliser davantage

pour les jeunes, avec Jean-Yves Le Drian, pour faire valoir des droits et des aspirations, pour permettre à chaque jeune Breton de construire un projet, un parcours, une ambition. Je pense aussi à la nécessité de défendre le droit des collectivités à engager des politiques publiques. Nous souhaitons également élaborer avec les Bretonnes et les Bretons un schéma régional de développement des services publics.

Et enfin, sans prétendre conclure, eu égard aux difficultés d'un grand nombre de Bretonnes et de Bretons, à leurs souffrances parfois, la gauche va montrer qu'elle est debout aux côtés des plus faibles, qu'elle est unie pour avancer avec eux et trouver des perspectives.

Merci Eric pour ce qui ressemble, quand même, à une conclusion et merci à tous les trois de vous être prêtés à cet entretien. Bonne campagne unitaire.

**Propos recueillis par
Sylvie Lefranc,
Mohamed Boumahdi
et Jean-Marie Lion.**

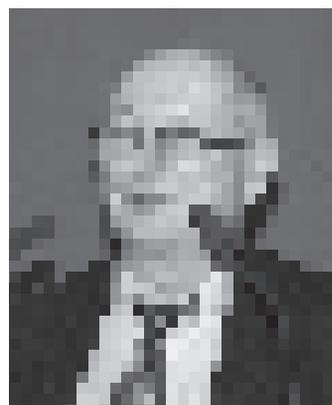
**Buffet convivial
autour de
Marcel Rogemont
et
Philippe Tourtelier**



Marcel Rogemont

Le 21 janvier dernier, devant plus de 400 militants et sympathisants, Marcel Rogemont et Philippe Tourtelier ont adressé leurs vœux à Mordelles. Les deux députés ont souhaité ce buffet convivial pour faire se rencontrer les militants et sympathisants des futures circonscriptions 3 et 8. Claudia Rouaux a appelé à la mobilisation, François André a présenté la réforme des collectivités territoriales. Philippe Tourtelier a ensuite expliqué le sommet de Copenhague où il était présent. Marcel Rogemont a conclu en faisant le vœu d'une France plus juste et non d'une France qui divise avec le débat sur l'identité nationale.

Ludovic COULOMBEL



Philippe Tourtelier

VOUS SEREZ À LA RETRAITE QUAND VOUS SEREZ ENTRE QUATRE PLANCHES !

Le Premier ministre espagnol, M. Zapatero a annoncé récemment vouloir reculer l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans. Le gouvernement français a quant à lui annoncé sa volonté d'allonger la durée de cotisation. La retraite par répartition qui repose sur la solidarité inter-générationnelle est au cœur du modèle social de notre pays et constitue le socle fondamental de notre système de retraites. Nous nous devons, nous socialistes qui sommes attachés à la justice sociale, de le défendre et le sauvegarder. La volonté politique du gouvernement ne doit pas nous tromper; les réformes du système de retraites de 1993 et 2003 engagées par la droite n'ont en rien réglé le problème de financement et du niveau des pensions de retraite. Le gouvernement aujourd'hui fait le choix de perdurer dans sa politique de régression. Nous faisons face au toujours plus, plus de travail par les heures sup',

plus d'autofinancement des soins de santé, et maintenant des retraites. Tous cela au détriment de la solidarité nationale, des rapports sociaux composante essentielle de l'épanouissement collectif, ainsi qu'au détriment des classes sociales les moins aisées, les plus malmenées par cette droite destructrice. Certes au premier abord nous faisons face à un vieillissement de la population qui oblige à s'interroger sur le devenir de notre système de retraites. Mais il n'y a pas une réponse unique qui serait le prolongement de la durée de cotisation. Osons la promotion d'autres idées, affirmons la redistribution par l'élargissement de l'assiette de financement (stock options, transactions financières...) du système des retraites par répartition. Diversifions les financements et prenons l'argent là où il est, sans complexe. Les retraites chapeau des PDG doivent être largement taxées, bien entendu cela

est symbolique mais ne suffit pas. Alors mettons fin aux exonérations de cotisations sociales patronales massives et servons-nous de cette manne pour les retraites de nos concitoyens : c'est aussi cela un système de solidarité nationale ! Une fois de plus nous butons sur le bouclier fiscal qui devra être abrogé dès le retour du socialisme au pouvoir en 2012. Enfin, le prolongement de la durée de cotisation aura un effet pervers, un coût, celui du chômage. Les seniors vont rarement jusqu'à l'âge légal de la retraite, les préretraites sont monnaies courantes, alors qu'en sera-t-il avec une retraite à 63 ou 64 ans ? De même, les jeunes auront d'autant plus de difficultés à accéder à un emploi stable et pérenne alors que 25% d'entre eux sont au chômage.

**Arnaud Bonnet,
Animateur du MJS 35**



Trois questions à Jean-Louis Tourenne

L'actuel mandat de Jean-Louis Tourenne et d'une partie des Conseillers généraux prendra fin en 2011. Sans attendre, la majorité du Conseil général a souhaité faire un bilan de son action. L'Unité 35 a rencontré le Président Tourenne.

Pourquoi un bilan de mandat ?

J'ai souhaité, avec l'ensemble des élus de la majorité, reprendre l'exercice auquel nous nous étions livrés à la fin du mandat 2004/2008 dans un souci de transparence et pour répondre à un besoin légitime d'information des militants PS. Nous présentons dans ce bilan les actions menées depuis 2004 dans le respect des engagements du Projet Stratégique Départemental. Depuis ces 6 années, nous avons voulu faire de l'Ille-et-Vilaine un département dynamique, innovant, où il fait bon vivre.

Je tiens d'ailleurs à souligner la qualité du travail réalisé avec les 34 élus de gauche à l'échelle du Département comme dans leur canton, pour porter haut et fort les valeurs d'excellence et de solidarité.

S'il ne fallait retenir que quelques chiffres ?

Nous avons réalisé de belles avancées. Pour n'en citer que quelques unes... Sur le volet solidarité, nous avons facilité l'insertion professionnelle (le temps de passage au RMI/RSA est deux fois plus court qu'au niveau national), contribué à la réalisation de près de 3 100 logements aidés en moyenne annuelle, créé ou autorisé 1 345 places d'accueil en établissement pour les aînés et rénové 1 350 places, porté la capacité d'accueil pour les handicapés à 3 956 places, soit une augmentation de

815 places et une progression de 26%. Nous avons contribué, à ce que notre taux de chômage soit de 2 points inférieurs par rapport à la moyenne nationale. Nous nous sommes battus pour plus d'égalité : 12 000 examens médicaux et sociaux environ réalisés sur les enfants de moins de 4 ans chaque année; 75% des professeurs utilisent l'informatique dans leur cours; 96% des collégiens détenteurs du Brevet Internet et Informatique; 16 000 élèves inscrits dans les écoles de musique; 110 clubs sportifs bénéficiaires de l'aide du Conseil général. L'aménagement du territoire s'est traduit par un doublement de passagers sur le réseau Illeloo en 5 ans, l'implantation des agences départementales dans les 7 pays, la signature de 29 contrats de territoire, la garantie d'un accès au haut débit pour tous les foyers d'Ille-et-Vilaine... Je pourrais citer

aussi nos bons résultats dans les domaines de l'écocitoyenneté, de la maîtrise des énergies...

... et tout cela dans un contexte de réforme ?

Grâce à la décentralisation, nous avons pu mener ces actions au plus proche des habitants et des territoires d'Ille-et-Vilaine. Malheureusement, les réformes territoriale et fiscale qui se profilent viennent casser les capacités d'initiative, de réactivité des élus et le lien de proximité qu'ils ont avec les citoyens. Aussi, je compte sur les militants socialistes afin qu'ils s'opposent à cette entreprise de destruction de Nicolas Sarkozy. Je suis à leur disposition pour échanger s'ils le souhaitent.

PROXIMITÉ ET CONVICTION POUR GAGNER

Entretien avec
Sylvie Robert,
tête de liste
départementale
en Ille-et-Vilaine.

Sylvie, tu as été la vice Présidente de Jean-Yves Le Drian pendant le mandat qui s'achève, le premier de la gauche à la tête de la Bretagne : quels sont tes principaux motifs de satisfaction ?



Sylvie Robert, tête de liste en Ille-et-Vilaine

Le contrat que nous avons passé avec les Bretonnes et les Bretons en 2004 a été rempli. Pendant ces six années, il n'est pas une politique qui n'ait fait l'objet d'un rapport d'orientation soumis à l'assemblée régionale. Très tôt, Jean-Yves Le Drian a en effet souhaité qu'une méthode des objectifs et des actions soit déclinée pour chaque politique. Le leitmotiv «passer du guichet au projet» a obligé chacun à définir sa politique au regard des engagements de campagne mais aussi en fonction de la réalité territoriale de la Région et de ses spécificités.

Nous sommes même allés plus loin dans nos compétences obligatoires, et dans un certain nombre de chantiers. Et dans le même temps en six ans, la collectivité régionale s'est considérablement transformée. En intégrant les compétences transférées par l'Etat — ports, aéroports, canaux, formations sanitaires et sociales, inventaires, TOS... — elle est devenue une administration de gestion : plus de 3 000 personnes alors qu'elle n'en comptait que 400 en 2004. Ce bouleversement culturel a été accompagné par une volonté politique forte du Président de faire avancer de gros dossiers — on

pense tout de suite à la politique ferroviaire — et de jouer un rôle partenarial actif aux côtés des autres collectivités publiques voire de l'Etat.

La Région est ainsi devenue un acteur politique incontournable.

Cette dynamique a été partagée par l'ensemble de la majorité. Pas une politique n'a été remise en question par tel ou tel groupe de cette majorité pendant les six années. Le rôle essentiel de Jean-Yves Le Drian dans

le maintien de cette cohésion a ainsi permis qu'un climat serein règne tout au long du mandat au sein de l'exécutif.

La liste «Pour une Bretagne solidaire, créative et responsable» est une liste d'union à gauche. Néanmoins, toute la majorité sortante ne s'y retrouve pas. Le regrettes-tu ?

Jean-Yves Le Drian a exprimé très tôt son souhait de rassemblement dès le premier tour avec toutes les forces de gauche. Le mandat achevé avait montré l'exemple, celui d'un travail intelligent et productif avec tous et entre tous.

Certaines formations politiques ont fait d'autres choix : nous le regrettons, mais c'est leur responsabilité.

En revanche, repartir en Bretagne avec notre partenaire historique, le Parti Communiste, nous réjouit tout comme nous satisfait la position de certains écologistes — nos amis de Bretagne-Ecologie — qui ont considéré que la lucidité, l'honnêteté intellectuelle et le pragmatisme en matière de politique environnementale sont essentiels et que le candidat Jean-Yves Le Drian qui a déjà fait ses preuves en la matière pendant les six dernières années en tant que Président de la Région Bretagne incarne ces valeurs. Le vote «écologie utile», c'est lui. En face, il n'y a que des grands discours incantatoires, déconnectés de la réalité, et plus encore de la réalité bretonne !

La constitution d'une liste est un exercice difficile et délicat car elle doit prendre en compte de multiples paramètres. Aujourd'hui, c'est chose faite. L'heure est au rassemblement, à l'engagement de tous pour battre la campagne et pour gagner.

Tu étais déjà tête de liste en Ille-et-Vilaine en 2004 : dans quel état d'esprit abordes-tu cette nouvelle campagne ?

L'Etat d'esprit dans lequel j'aborde cette campagne en tant que tête de liste, pour la deuxième fois, dans notre département est tout autre qu'en 2004. Et c'est bien normal !

En 2004, nous étions tellement dans l'esprit de conquête que notre soif de gagner n'avait d'égale que notre volonté d'aller partout jusque dans les plus petites communes pour laisser percer l'espoir que c'était possible. J'ai le souvenir d'une campagne chaleureuse et... éreintante.

En 2010, le contexte politique est différent, bien sûr. Plus difficile au regard de la situation sociale et économique, plus compliqué dans le jeu des différentes forces politiques en présence, notamment de la liste Europe Ecologie. Mais le combat politique n'en est que plus fort avec un message essentiel : la mobilisation — il faut convaincre d'aller voter — dès le premier tour. N'oublions jamais qu'une élection se gagne au premier tour. Tout ceci induit une stratégie : la proximité et la conviction.

L'esprit qui nous animait en 2004 est toujours là, celui du combat autour d'une campagne dynamique et conviviale.

Demain, dès le 14 mars, il faut gagner et bien gagner.

**Propos recueillis par
Jean-François PICAUT**

Réforme des collectivités : menaces sur la culture.



François Le Pillouër
Directeur du TNB

Le jeudi 28 janvier à 17 h 30, François Le Pillouër, Directeur du TNB de Rennes et Président du SYNDEAC (Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles) tenait une conférence de presse, au Théâtre National de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier à Rennes. Le thème en était : «La réforme des Collectivités Territoriales et ses conséquences pour l'art et la culture».

Il était entouré de représentants de l'art et de la culture en Bretagne : Fabien André (administrateur de la Compagnie des Réseaux à Brest), Igor Gardes (administrateur de la Scène Nationale de Quimper), Philippe Le Gall (Carré Magique de Lannion, pôle cirque), Dominique Chrétien (fondateur de l'association Au bout du Plongeoir à Thorigné-Fouillard). François Le Pillouër et ses collègues, ainsi que les nombreux artistes présents

dans la salle, ont lancé un véritable cri d'alarme sur la situation de la vie culturelle en France.

François Le Pillouër a d'abord rappelé que le SYNDEAC «regroupait 290 structures adhérentes. Elles sont toutes touchées». Certes, la mobilisation a permis d'atteindre un premier objectif : «Lors de ses vœux, le Président de la République s'est engagé à ce que les départements et les régions aient une compétence culturelle reconnue». Ce point est évidemment crucial puisque les départements financent actuellement les activités culturelles à hauteur de 1,3 milliard d'euros et les régions, à concurrence de 700 millions ! Là où le bât blesse, c'est que l'État ne compense pas l'inflation et que les collectivités lui reprochent également de ne pas compenser intégralement les transferts de charges.

Les collectivités prises en étau

Selon François Le Pillouër, les collectivités sont ainsi «prises en étau entre leurs compétences obligatoires, auxquelles elles ne peuvent se dérober (l'Allocation pour Personne Agée Dépendante, APAD, pour les départements par exemple), et le montant sans cesse plus faible de leurs ressources». Les activités culturelles (compétence volontaire des départements et régions) deviennent ainsi des variables d'ajustement.

Ses collègues sont allés dans le même sens, dénonçant «le désengagement concomitant de l'État à travers le ministère de la Culture» (Fabien André), «l'asphyxie bien réelle des compagnies et l'impact territorial en matière d'emplois indirects» (Igor Gardes), «le cynisme au plus haut niveau de l'État» (Philippe Le Gall) et le «rapport totalement

déséquilibré entre l'État et les collectivités, dont la culture est une victime collatérale parmi d'autres» (Dominique Chrétien).

Devant cette attaque du gouvernement «sans

Attaque sans précédent

précédent, déterminée et masquée», dictée «par une volonté politique ultra libérale de réduction des services publics», le Président du SYNDEAC en appelle à la résistance des milieux culturels et des publics. Son organisation va écrire à tous les Présidents de Conseils généraux et régionaux et à leurs associations ainsi qu'à l'Association des Maires de France. Des rendez-vous ont été sollicités auprès du ministre de la Culture et des conseillers du Président de la République. Un grand rassemblement sera organisé à Paris, au cours du mois de février. Le SYNDEAC met au point une pétition qu'il lancera bientôt sur la Toile.

Dans l'immédiat, François Le Pillouër invite chacun à signer la pétition «La Culture en danger», lancée le 19 décembre dernier, à l'initiative de Claude Bartolone, Président du Conseil général et Député de la Seine-Saint-Denis : <http://www.lacultureendanger.fr/>

JFP

BULLETIN D'ABONNEMENT

VOTRE ABONNEMENT À L'UNITÉ 35
ARRIVE À ÉCHÉANCE ?

UN BON RÉFLEXE : RÉABONNEZ-VOUS

BULLETIN À RENVOYER À L'UNITÉ 35 :
22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : [] [] [] [] [] []

VILLE : _____

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).

CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE
FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)

MAISON DES SOCIALISTES

Talon à adresser à la Fédération
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Commune : _____

Je fais un don de euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de La Chalotais.

Je recevrai en 2011 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.